

Consultation du 28 mai: compilation des commentaires—session PM Immobilisations

Question 1 - Que pensez-vous de l'approche prise par le CSCN pour élaborer son Plan d'immobilisations?

- Ce n'est pas assez; le gouvernement devrait faire plus; le CSCN doit pousser plus qu'il ne le fait; on devrait revendiquer davantage.
- Le CSCN devrait consulter davantage avant de prioriser sa liste.
- Le Plan d'immobilisations n'est pas clair pour les lecteurs.
- Le choix des lieux devrait être discuté avec les parents.
- Il faudrait mieux expliquer l'approche des phases.
- Important d'avoir séparé les demandes de projets publics/catholiques; stratégie brillante.
- Le processus de prise de décision du CSCN par rapport aux priorités des projets est mal compris, ainsi que le processus décisionnel du gouvernement de l'Alberta. Il est difficile de comprendre pourquoi une école est plus prioritaire que l'autre.
- Les conseils sont en manque d'équivalence - je ne comprends pas pourquoi on accepte l'approche du gouvernement. Réponse : On a parfois eu quelques écoles en même temps. Si on ne répond pas à la demande du Conseil, on prend de grands risques. Edmonton a des besoins très importants en infrastructure. Ce n'est pas acceptable! C'est ça qui cause la pression entre catholique et publique. Pourquoi on accepte des situations inacceptables? Est-ce qu'il y a eu une réponse à la lettre de Pierre Asselin? Il a rencontré le ministre Eggen mardi? Il faut demander. Au lieu d'accepter des miettes, il faut être plus agressif. Il y a des avantages à ce que les parents soient actifs, p. ex. Alexandre-Taché. L'impact a été tellement important! 130 élèves de 7 à 12 dans un corridor, dans un sous-sol.
- On ne peut pas dépenser de l'argent sur des infrastructures qui ne nous appartiennent pas. Il faut être prêt à se rendre à la prochaine étape. Pierre Asselin a fait des présentations à certains conseils d'école (Citadelle, ÀLD, CDT, St-Vital).
- Pierre Asselin: J'ai fait une demande au Conseil, mais ce dernier veut continuer la voie politique. Imaginez si le ministre recevait une demande commune provenant de toutes les écoles. On (le Conseil) a le droit de poursuivre le gouvernement. Il y a des décisions qui ont été prises et d'autres pas encore.
- À Gabrielle-Roy, le système de chauffage est très vieux.
- Il existe un gros défis avec nos infrastructures.
- Une demi-douzaine de présentations de nos écoles aux conseils sur le dossier des infrastructures. S'engager dans une cause judiciaire est très coûteux! Notre réserve budgétaire est limitée pour entamer une telle cause.

- Les parents demandent si le plan peut être modifié : oui, chaque année.
Clarification que la phase 3 pour Sherwood Park est pour une nouvelle école.
- Les parents demandent que le gouvernement donne de vraies écoles, dès le départ. Le message du Conseil doit être clair et demander de nouvelles écoles dès le départ, plus de situations intérimaires. Il a été plus expliqué que si le Conseil ne soumet pas une lettre de priorités, les parents aimeraient que le Conseil poussent plus fort et que l'on ne demande pas le minimum, mais toujours le maximum de ce que l'on recherche. Il faut dès le départ être agressif et ambitieux dans nos demandes. Les portatives ne sont pas une solution. Dans toutes les catégories de la liste préparée par le Conseil, il faut avoir des phases 1.

Question 2 - Quelles sont vos suggestions de stratégies que le CSCN pourrait entreprendre pour revendiquer de nouvelles écoles et des modernisations d'écoles?

- Les parents et conseils d'école doivent être solidaires; il faut nous rencontrer plus souvent.
- Les conseils d'école pourraient/devraient se donner une stratégie de démarchage commune. Pour s'y faire, il faut mieux connaître la situation et le contexte des autres écoles. Nous n'avons pas de moyens pour communiquer ensemble. Obtenir la permission des parents leaders de partager les adresses courriels des membres des conseils d'école. Trouvez des moyens pour les parents leaders de se rencontrer lors de journées spéciales à Edmonton, p. ex. Surfer en français.
- Partager les dates des réunions des conseils d'école sur le site Web du CSCN.
- Il faut adresser la méfiance des conseils d'école envers le CSCN, ainsi que la méfiance entre les leaders des écoles publiques et catholiques. Les conseils d'école doivent être solidaires et revendiquer de façon concertée avec le CSCN. Il faut travailler avec le CSCN, mais aussi avec et entre les conseils d'école. Créer un "conseil des conseils".
- On a inscrit nos enfants à Sherwood Park en 2015, et nos enfants sont encore à Edmonton. L'infrastructure n'est pas là.
- Le contexte provincial. Il y a des quartiers et pas d'écoles. Plein de communautés ont besoin d'écoles, mais il y a plein d'espaces dans les écoles anglophones d'Edmonton. Pourquoi on ne s'épaule pas en collaborant avec le Conseil?
- Le Conseil doit partager ou donner tous les outils qu'ils a en sa possession à des personnes prêtes à travailler pour la cause. Plusieurs de ces documents sont de l'information publique. Informer davantage les parents sur la problématique!.
- Unité : le ministre va voir qu'on est plus fort. Il faut avoir le courage d'exiger ce qu'il nous faut et aller plus loin. Si le ministère ne livre pas, on est prêt à aller de l'avant. Le Conseil aura à prendre la décision s'il veut aller de l'avant avec la cause. La bataille deviendra officielle entre le Conseil et le gouvernement.

- L'importance de la collaboration du Conseil dans la transmission des documents.
- Le ministère doit comprendre qu'on est prêt à aller plus loin. On parle de l'importance de l'égalité de représentation et on voudrait passer à autre chose, soit l'infrastructure. Il faudrait maintenant avoir une vision commune, régler la représentation 50/50 et aller de l'avant avec l'infrastructure. Le modèle de gouvernance (50/50) deviendrait une stratégie pour faire avancer le Conseil. On a revendiqué pour des conseils francophones, maintenant on veut l'équivalence. Il n'y a pas eu une seule construction d'école francophone depuis 1994 à Edmonton.
- Être plus agressifs dans notre approche.
- Il faut continuer à mettre de la pression sur les députés et les sensibiliser à notre situation; la situation est difficile dans les cas où les députés peu intéressés sont aussi des ministres.
- On demande s'il pourrait être utile de parler en termes de montants afin de pouvoir mieux sensibiliser les gens à la cause.
- Campagne de lettres : il n'y a pas de raisons de capituler, même si le climat économique est moins favorable.
- Il serait intéressant qu'il y ait plus d'unité, plus de cohésion afin d'avoir la même voix et être plus fort. Les différents entre catholiques et publiques nous divisent à l'interne. Il faut que l'on soit capable d'avoir une voix unique.
- Il est suggéré d'avoir les présidences des conseils d'écoles lors des rencontres avec le gouvernement. Il est aussi question de rassembler la grande communauté du Conseil : parents, enfants et de se rendre au gouvernement pour manifester. Cette mesure serait extrême.
- Identifier des mécanismes pour mobiliser la communauté.
- Faire comprendre aux parents qu'ils ont le pouvoir de l'influence en se concertant et se mobilisant.

Question 3 – Comment devons-nous engager notre communauté scolaire dans nos revendications? Pas de réponses à cette question.

Question 4 - Comment la communauté scolaire peut-elle s'engager dans l'avancement du dossier de l'équivalence et de l'infrastructure?

- L'importance du dialogue et des échanges. Se concerter comme conseils d'école pour appuyer les projets prioritaires.
- Manque d'échange entre les sept conseillers scolaires et les parents membres de conseils d'école, p. ex. le CSCN n'a pas donné suite au conseil d'école qui avait présenté/écrit au CSCN.
- Prévoir un budget pour permettre au "conseil des conseils" de se rencontrer. Il est important d'avoir accès à l'information au sujet des écoles afin de mieux appuyer la cause d'une école jugée prioritaire en matière d'infrastructure.
- Instituer le "conseil des conseils d'école" dès aujourd'hui. Il faudrait au moins une personne ressource ou un élu du CSCN qui participerait aux rencontres du "conseil des conseils". À titre d'exemple, la rencontre des élèves leaders de nos écoles qui se sont rencontrés au début avril sous la direction de FJA. Entreprenons un modèle similaire pour réunir et entendre la voix et les recommandations des parents leaders
- Discussion sur les inconvénients ou avantages des stratégies proposées : Il n'y a pas d'inconvénient et que des avantages à se mobiliser.
- Il y a le désavantage du temps et de l'argent utilisés pour se mobiliser sur un projet commun et il y a le risque que nous perdions des projets d'écoles si nous ne gagnons pas.
- Éduquer la communauté anglophone.
- Demander comment le gouvernement décide quelles écoles seront construites.
- Maintenant que les écoles francophones font parties du Joint Use Agreement, la situation s'améliore. Une autre stratégie pourrait aussi de faire un peu comme Edmonton Public et dire que d'ici 2026, toutes nos écoles seront construites et modernisées. Une autre stratégie proposée est de faire des pétitions. Profiter du colloque de la FPFA et l'AGA de l'ACFA, Centre d'accueil, pour mobiliser les gens à la cause. Garder ces communautés bien informées afin qu'elles puissent faire du travail auprès des gens avec qui elles travaillent.
- Il est important de définir le concept d'équivalence de façon à faire comprendre à toutes nos communautés scolaires que le but commun d'équivalence nous concerne tous, peu importe la situation actuelle de notre école. Faire comprendre que l'avancement d'une école profite à toutes les écoles. Il faut que chaque école, lors de son AGA, puisse expliquer ceci aux parents. Les parents demandent que ce soit des conseillers qui viennent expliquer ceci lors des AGA dans les écoles.

- Est-ce que d'avoir un exercice tel que Vision 20/20 à chaque terme pourrait être une activité de rassemblement et de réflexion qui permettrait à la communauté de s'impliquer davantage? Pensez aux partenaires communautaires, les paroisses, les grands-parents. Il faut que cet évènement indique clairement aux participants qu'il s'agit d'aller chercher leurs commentaires. Comment la communauté scolaire peut-elle s'engager dans l'avancement du dossier de l'équivalence et de l'infrastructure?

Résumé des discussions / Idées lors des discussions en grand groupe en fin de journée

- Pensez à donner les coordonnées des membres de chaque conseil d'école au Conseil scolaire.
- Le courriel afin de pouvoir communiquer avec les responsables à partir du site Web du Conseil.
- Il est important de faire preuve de transparence et de remettre les documents concernant les ayants droits, afin que le groupe de parents de Joseph-Moreau puisse avoir tous les documents dont il a besoin pour bien présenter leur cause.
- Karen explique que les avocats sont en train de réviser ces documents alors c'est pour cette raison que le conseil d'école ne peut pas y avoir accès.
- Le représentant de Joseph-Moreau affirme qu'il n'y a pas de raison (FOIP) qui empêche le Conseil de soumettre ceci. Le Conseil a pris la décision de demander aux avocats de vérifier les documents; les avocats n'ont pas terminé leur révision. Le représentant de Joseph-Moreau est déçu que sa demande, lors de la rencontre du Conseil où ces documents ont été présentés, n'ait pas été acceptée sur le champ.
- Le Conseil dit que toute demande doit être faite de façon formelle. Le choix de faire une demande FOIP auprès du ministère ralenti le processus. Le modèle de gestion ne change rien à la situation présente avec les représentants de Joseph-Moreau. Toutes les situations discutées sont des questions reliées à l'infrastructure.
- Si nous demandons aux parents de voter sur un système de gouvernance, il est primordial que des exemples spécifiques soient données.
- Est-ce qu'il y aura un vote ou non? Oui, il y a une série de consultations à venir.
- Comment la communauté scolaire peut-elle s'engager dans l'avancement du dossier de l'équivalence et de l'infrastructure?
- Les parents aimeraient que le Conseil travaille pour nous. Certains conseils d'école disent que la priorité est leur école et que tant que nous n'avons pas l'équité 50/50, il sera difficile pour certaines écoles de penser en terme d'unité. La question de l'infrastructure doit être réglée de façon commune et s'il faut régler la question du 50/50, réglons là. Certaines écoles n'étaient pas au courant de l'action de Joseph-Moreau, alors il faut qu'il y ait une meilleure communication.